

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 17/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARKEMA Dieuze

4-8 COURS MICHELET
LA DEFENSE 10
92091 Nanterre

Références : DIEUZE_RETIA_2025-09-17_RAPVI_SSP_ER_01993
Code AIOT : 0006201131

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/09/2025 dans l'établissement ARKEMA Dieuze implanté BP 60 57260 Dieuze. L'inspection a été annoncée le 22/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite s'inscrit dans le cadre du suivi de la surveillance environnementale et de la réhabilitation de l'ancien site industriel "Arkema" de Dieuze.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA Dieuze

- BP 60 57260 Dieuze
- Code AIOT : 0006201131
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site RETIA est situé au Nord-Ouest de la commune de DIEUZE.

Le site est bordé, au Sud, par les habitations de la ville de DIEUZE, et à l'Est par une zone industrielle.

Le site industriel représente une superficie totale d'environ 54 hectares, et il est traversé par le ruisseau du Spin.

Ce site a accueilli, depuis le début du 19^{ème} siècle, des activités diverses liées à la chimie.

La remise en état du site industriel est encadrée par l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2004 susvisé, qui impose à la société RETIA, venue en droit de la société ARKEMA, des prescriptions sur la base des éléments figurant dans le dossier de cessation d'activités du 11 septembre 2003.

Le site a été divisé en plusieurs zones :

- la zone SCAM
- la zone usine
- la zone atelier AS
- les buttes AS et CL

Zone SCAM : La société RETIA a indiqué que cette zone est considérée comme saine. Cette zone n'a pas fait l'objet de contrôle lors de la visite. Elle pourra faire l'objet d'un contrôle ultérieur, au regard de certaines dispositions de l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2004 qui concernent la qualité des sols au droit des anciennes buttes SCAM. Il est néanmoins rappelé qu'il devra être démontré que l'état de pollution de la zone est compatible avec l'usage futur envisagé.

Zone usine : Les travaux de remise en état ont été réalisés.

Compte tenu de la présence de pollutions résiduelles, et afin de garantir la pérennité des mesures de gestion mises en œuvre, l'arrêté préfectoral n° 2016-DLP-BUPE-236 du 10 octobre 2016 institue des servitudes d'utilité publique sur la zone usine du site de la société RETIA à DIEUZE. L'arrêté préfectoral du 10 octobre 2016 concerne les parcelles ayant été cédées à la commune. L'exploitant souhaite déposer auprès du préfet un porté à connaissance pour étendre l'effet des servitudes d'utilité publique à l'ensemble des parcelles de la "zone Usine".

Zone atelier AS : La société RETIA doit proposer un plan de gestion finalisé et actualisé proposant les mesures de gestion à mettre en œuvre. Ce plan de gestion est annoncé par l'exploitant pour fin 2026. La fin des travaux est annoncée pour 2030.

Buttes AS et CL : Les buttes AS et CL sont des dépôts de déchets d'exploitation des activités antérieures et de terres polluées.

A terme, le site a vocation à devenir un espace naturel pouvant être proposé à des fins de compensation écologique pour des projets industriels.

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Dans le cadre de l'entretien du site, des travaux sont prévus d'être réalisés sur les ouvrages hydrauliques installés sur les cours d'eau Spin inférieur et Spin supérieur.

Ces travaux ayant un impact sur le cours d'eau au titre de la loi sur l'eau doivent être portés à la connaissance de M. le préfet de Moselle. L'instruction sera assurée par l'inspection des installations classées, compétente au titre de la police de l'eau dans les ICPE.

Le plan de gestion des zones SCAM, AS et Arboretum devrait être présenté à l'administration fin 2026. Des travaux de réhabilitation seront probablement à prévoir sur la zone AS (réseaux enterrés, dalles...). Une fin des travaux est aujourd'hui envisagée courant 2030.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Suivi du site	Arrêté Préfectoral du 22/11/2004, article 8.3 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Qualité des eaux - Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 22/11/2004, article 8.2.1 (partiel)	Sans objet
2	Qualité des eaux - Eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 22/11/2004, article 8.2.2 (partiel) et 8.3 (partiel)	Sans objet
4	Ouvrages souterrains	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi de l'impact environnemental, notamment la surveillance des eaux souterraines et des eaux superficielles, est réalisé conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral 2004-AG/2-496 du 22 novembre 2004 imposant à la société Arkema des prescriptions visant à la remise en état du site de production de Dieuze.

Des justificatifs sont attendus par l'inspection des installations classées concernant les désordres constatés par endroit sur le réseau de collecte des eaux pluviales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Qualité des eaux - Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2004, article 8.2.1 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et analyses
Prescription contrôlée :
[...]

<p>L'exploitant fera réaliser des campagnes de prélèvements et d'analyses, [...], qui porteront sur les paramètres suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH, conductivité, - chlorures, sulfates, nitrates, nitrites, - métaux lourds: As, Ba, Cd, Cr, Mn, Ni, Pb, St, V, Zn, - hydrocarbures totaux, - HAP, - BTEX. <p>Le suivi des eaux souterraines comprend également une mesure semestrielle du niveau piézométrique.</p> <p>Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle du respect de cette prescription a été réalisé, par sondage, sur les rapports suivants, transmis à l'inspection des installations classées:</p> <ul style="list-style-type: none"> - rapport "Dieuze (57) - Suivi de la qualité des eaux souterraines - Campagne d'octobre 2024"; - rapport "Dieuze (57) - Suivi de la qualité des eaux souterraines - Campagne de mai 2024"; - rapport "Dieuze (57) - Suivi de la qualité des eaux souterraines - Campagne d'octobre 2023"; - rapport "Dieuze (57) - Suivi de la qualité des eaux souterraines - Campagne d'avril 2023". <p>Les paramètres tels prévus ci-dessus ont bien fait l'objet d'une analyse et le niveau piézométrique a bien été mesuré semestriellement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Qualité des eaux - Eaux superficielles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2004, article 8.2.2 (partiel) et 8.3 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et analyses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Art. 8.2.2</u></p> <p>L'exploitant réalise ou fait réaliser des prélèvements de ses rejets (points de rejet R2 et R3) qinsi qu'en amont et en aval de ses rejets dans le ruisseau SPIN, et fait des mesures des différents polluants rejetées par le site [...].</p> <p>En plus des paramètres mentionnés à l'article 8.2.1 ci-dessus, les analyses devront caractériser la DCO et la DBO5.</p> <p>[...]</p> <p><u>Art. 8.3</u></p> <p>[...]</p> <p>Après l'achèvement des travaux [...], l'exploitant maintiendra la surveillance des eaux superficielles [...] dans les conditions définies par les articles 8.2.1 et 8.2.2 du présent arrêté, sauf en ce qui concerne la fréquence qui sera semestrielle.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Un contrôle par sondage a été réalisé sur les rapports transmis à l'inspection des installations</p>

classées:

- rapport "Dieuze (57) - Suivi de la qualité des eaux superficielles - premier semestre 2023";
- rapport "Dieuze (57) - Suivi de la qualité des eaux superficielles - deuxième semestre 2023";
- rapport "Dieuze (57) - Suivi de la qualité des eaux superficielles - deuxième semestre 2024";
- rapport "Dieuze (57) - Suivi de la qualité des eaux superficielles - premier semestre 2024".

Les prélèvements sont réalisés aux points de rejet R2 et R3 ainsi qu'en amont et en aval du site dans les cours d'eau Spin inférieur et Spin supérieur. Les analyses réalisées à une fréquence mensuelle portent sur les paramètres sus-visés.

Les résultats des analyses ne mettant pas en exergue de pollutions issues du site et comme le prévoit l'arrêté préfectoral 2004-AG/2-496 du 22 novembre 2004 à son article 8.3, le contrôle de la qualité des eaux superficielles peut être réalisé à une fréquence semestrielle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2004, article 8.3 (partiel)

Thème(s) : Autre, Stabilité

Prescription contrôlée :

La stabilité à long terme de l'ensemble mis en place sera assurée par l'exploitant.

Il s'assure également:

- de l'entretien régulier du site (fossé couverture végétale, clôture, écria végétal,...);
- d'effectuer des observations géotechniques du site avec contrôle des repères topographiques et maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement superficielles.

[...]

Constats :

La stabilité des buttes est contrôlée à une fréquence semestrielle.

Les rapports sont transmis à l'inspection des installations classées.

Aucun défaut de stabilité n'est mis en évidence.

Les flans des buttes sont maintenus par le couvert arbustif. L'entretien de cette végétation est établi par secteur tous les ans. Sur site, l'inspection a constaté l'entretien de la végétation sur les flans des buttes. Des actions ont également été mises en oeuvre par l'exploitant pour éviter la prolifération de l'espèce exotique invasive qu'est la Renoué du Japon.

Le ruissellement des eaux météoriques est assuré par un réseau de fossé jusqu'à différents bassins de rétention.

Le rapport "Suivi de la stabilité des buttes AS et CL - Site de Dieuze - Relevés topographiques, inclinomètres et inspection visuelle - novembre 2024" établit que des parties de fossés en partie sommitale des buttes AS et CL ne permet pas un bon écoulement des eaux pluviales.

Sur site, l'inspection a constaté la présence des inclinomètres. L'inspection a également pu constaté la forte présence de végétation dans différentes parties des fossés.

L'exploitant a indiqué avoir fait procéder à une étude approfondie du réseau de gestion des eaux pluviales.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection les conclusions de cette étude et le plan d'action de

remise en conformité, le cas échéant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Ouvrages souterrains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>La tête des [...] ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel [...].</p> <p>Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du [...] ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. [...] En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté, par sondage, la conformité de l'installation des piézomètres.</p>
Type de suites proposées : Sans suite